

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le (voir date de signature)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BEFESA STEEL Services Gmbh**

Route Duvigneau  
ZIP des Huttes  
59820 Gravelines

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\BEFESA STEEL\_Dunkerque\_070.02496\2\_Inspections\2024 04  
11 Cessation d'activité\BEFESA STEEL\_Dunkerque\_RAPVI\_0007002496.odt  
Code AIOT : 0007002496

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement BEFESA STEEL Services Gmbh implanté Port Est – Môle 2 – Quai Freycinet 6 – Hangar 6.3 59140 Dunkerque. L'inspection a été annoncée le 27/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le Grand Port Maritime de Dunkerque (GPMD) a contacté la DREAL afin de faire une visite du hangar 6.3 situé môle 2, quai Freycinet n°6 dans le Port Est de Dunkerque.

Le hangar a été exploité par la société BEFESA STEEL SERVICES Gmbh pour le transit de déchets sidérurgiques pulvérulents jusqu'en 2013. Le site était une installation classée pour la protection de l'environnement fonctionnant sous le régime de l'autorisation par arrêté préfectoral du 24 juillet 2000 modifié. Suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées, il relèverait aujourd'hui du régime de l'enregistrement.

Au cours de l'examen de la situation administrative du site, il est apparu que BEFESA STEEL SERVICES Gmbh n'a pas notifié la cessation d'activité de l'établissement auprès de la préfecture lors de son départ.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BEFESA STEEL Services Gmbh
- Port Est – Môle 2 – Quai Freycinet 6 – Hangar 6.3 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007002496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est autorisé, par arrêté préfectoral du 24 juillet 2000 modifié, à exploiter une installation de transit de déchets non dangereux non inertes d'origine sidérurgique. Les rubriques ICPE sont les suivantes :

- 2716-1 en autorisation « installation de transit de déchets non dangereux non inertes » : quantités maximales autorisées 11 500 t en stock et 120 000 en transit annuel. Suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées, il relève aujourd'hui du régime de l'enregistrement,
- 2516 en déclaration « station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés » : oxydes WAEZ bruts 17 500 m<sup>3</sup>, oxydes WAEZ lavés 7 400 m<sup>3</sup>, volume total stocké 24 900 m<sup>3</sup>.

Les déchets autorisés sont : les catalyseurs usés (sans métaux précieux), les déchets solides, provenant de l'épuration des fumées, issus des procédés thermiques de la métallurgie, d'autres déchets solides provenant de la sidérurgie et de la métallurgie.

Historique des actes administratifs

- Arrêté préfectoral du 24 juillet 2000

Le GPMD est autorisé à exploiter une station de transit de déchets métallifères provenant d'installations classées sous la rubrique 167-A en autorisation : 120 000 t/an avec un stock maxi de 11 500 t.

Les déchets pulvérulents doivent être impérativement conditionnés ou agglomérés en nodules.

- Changement d'exploitant du 24 septembre 2001

Par récépissé de déclaration de reprise d'exploitation la préfecture du Nord donne acte de la reprise de l'établissement par la société LEMAIRE Frères et Fils.

- Arrêté préfectoral complémentaire du 14 avril 2004

Modification de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2000 : la distance d'éloignement des zones de manipulation extérieures vis-à-vis des tiers, autre qu'industriels passe de 200 à 150 m.

- Arrêté préfectoral complémentaire du 19 juin 2007

Modification de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2000 : ajout aux déchets autorisés

des déchets de traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux.

Modification de la liste des codes déchets autorisés figurant en annexe 1 de l'arrêté d'autorisation.

– Changement d'exploitant du 20 juillet 2010

Par récépissé de déclaration de reprise d'exploitation la préfecture du Nord donne acte de la reprise de l'établissement par la société BEFESA STEEL Services Gmbh.

– Arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 2010

Mise à jour des rubriques autorisées : remplacement de la 167-A par la 2716-1 « installation de transit de déchets non dangereux non inertes », quantités maximales autorisées 11 500 t en stock et 120 000 en transit annuel et ajout de la 2516 en déclaration « station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés », oxydes WAEZ bruts 17 500 m<sup>3</sup>, oxydes WAEZ lavés 7 400 m<sup>3</sup>, volume total stocké 24 900 m<sup>3</sup>.

Ajout de prescriptions concernant les oxydes WAEZ et retrait des prescriptions concernant les déchets agglomérés en nodules.

### Arrêt de l'activité

Le GPMD a fourni les informations suivantes :

- La société BEFESA STEEL SERVICES Gmbh a demandé le 27 septembre 2012 la résiliation du contrat d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public à compter du 31 mars 2013.
- L'état des lieux de sortie du hangar 6.3 a été réalisé le 29 mars 2013 entre le GPMD et BEFESA STEEL.

La société BEFESA STEEL n'a pas informée la préfecture du Nord de la cessation de l'activité de son établissement situé quai Freycinet n°6, Port EST à Dunkerque.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Notification de cessation d'activité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-46-25, 26 et 27	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'absence de notification de cessation d'activité, un arrêté de mise en demeure est proposé à la signature de Monsieur le Préfet du Nord.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Notification de cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-46-25, 26 et 27
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

**Article R512-46-25**

I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24-1.

**Article R512-46-26**

I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'enregistrement, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires du terrain d'assiette de ou des installations classées concernées par la cessation d'activité, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III.-A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de

coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV.-Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-7-6, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.

V. – Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

#### **Article R512-46-27**

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment :

1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ;

2° Les objectifs de réhabilitation ;

3° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion des milieux ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou

interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et les pollutions concentrées.

Les mesures de gestion sont appréciées au regard de ou des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages futurs. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise fournissant, le cas échéant, l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution du sol, des eaux souterraines ou des eaux superficielles et que l'exposition des populations sur ou à proximité du site ne peut être exclue, l'exploitant transmet copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'Agence régionale de santé et en informe le préfet.

II.-Lorsqu'elle a été destinataire du mémoire de réhabilitation, l'Agence régionale de santé dispose de quarante-cinq jours à compter de la réception du mémoire pour faire part au préfet de ses observations éventuelles. Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, de l'attestation prévue au I et, le cas échéant, des observations de l'Agence régionale de santé, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22 les travaux de réhabilitation, les mesures de surveillance des milieux et les restrictions d'usages nécessaires pendant la durée desdits travaux. Ces prescriptions sont fixées compte tenu du ou des usages déterminés et de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables au regard d'un bilan des coûts et des avantages.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-46-28, le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'attestation prévue au I vaut accord sur les travaux et les mesures de surveillance des milieux proposés par l'exploitant. Pendant ce délai, le préfet peut demander des éléments complémentaires d'appréciation par décision motivée. Le délai est alors suspendu jusqu'à réception de ces éléments.

III.-Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L.

512-7-6, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés ainsi que des dispositions mentionnées au c du 3° du I, actualisées si nécessaire.

L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 3° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.

L'entreprise fournissant l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au I ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut pas être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux.

IV.-Le préfet arrête, s'il y a lieu, les mesures de surveillance des milieux nécessaires ainsi que les modalités de conservation de la mémoire et les restrictions d'usages.

V.-Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans le délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation prévue au III ou, le cas échéant, de la prise de l'arrêté prévu au IV, la cessation d'activité est réputée achevée.

#### **Constats :**

BEFESA STEEL Services Gmbh a stoppé l'exploitation, de son établissement situé hangar 6.3, Quai Freycinet n°6, Port Est à DUNKERQUE, autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2000.

Lors de l'inspection du site, il a été constaté l'absence d'activité. Les locaux étaient vides et il n'y avait aucun stockage extérieur.

Les informations transmises par le GPMD indiquent que l'exploitant a demandé le 27 septembre 2012 la résiliation du contrat d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public à compter du 31 mars 2013 et que l'état des lieux de sortie du hangar 6.3 a été réalisé le 29 mars 2013.

La société BEFESA STEEL Services Gmbh n'a pas procédé à la notification de la cessation d'activité de son établissement.

En conséquence, il est proposé à Monsieur le Préfet du Nord de mettre en demeure BEFESA STEEL Services Gmbh de procéder à celle-ci en application de l'article R512-46-25 du Code de l'Environnement, de définir l'usage futur du site en application de l'article R512-46-26 et de transmettre le mémoire de réhabilitation et les diagnostics prévus à l'article R512-46-27.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois